



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/ICEF/1996/P/L.14/Add.1  
5 juillet 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANÇAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Troisième session ordinaire de 1996  
16-19 septembre 1996  
Point 3 de l'ordre de jour provisoire\*

POUR SUITE À DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT LE PROGRAMME DE PAYS\*\*

Sénégal

Additif

RÉSUMÉ

Le présent additif à la note de pays soumise au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire de 1996 contient la recommandation finale concernant le programme de pays pour l'approbation du Conseil.

La Directrice générale recommande au Conseil d'administration d'approuver, au titre du programme du Sénégal et pour la période 1997 à 2001, un prélèvement de 5 080 000 dollars sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un prélèvement de 30 764 000 dollars sur les fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

\* E/ICEF/1996/18.

\*\* La note de stratégie originale n'a indiqué que des chiffres indicatifs pour la coopération estimative au programme. Les chiffres indiqués dans le présent additif sont finals et tiennent compte des soldes non dépensées au titre de la coopération au programme à la fin de l'exercice 1995. Ces sont indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 1996 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et par des fonds supplémentaires (E/ICEF/1996/P./L.43 et Add.2).

/...

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES .....	3
COOPÉRATION AU PROGRAMME, 1992-1996 .....	4
COOPÉRATION RECOMMANDÉE AU PROGRAMME, 1997-2001 .....	6

Tableaux

1. Données de base sur les enfants et les femmes .....	12
2. Dépenses de la période de coopération précédente, 1992-1996 .....	14
3. Dépenses prévues, 1997-2001 .....	15
4. Lien entre le budget-programme, les effectifs et les dépenses de personnel .....	16

## LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES

1. Le Sénégal bénéficie d'un régime démocratique et politiquement stable depuis son indépendance en 1960, mais souffre d'une situation économique difficile caractérisée par un taux de croissance faible, une dette importante, un chômage très élevé et une forte pauvreté. Face à ces difficultés économiques, les groupes vulnérables sont les plus affectés par la pauvreté et de l'insuffisance de services de base. Cependant, le pays s'est engagé fermement en faveur des enfants en cherchant à atteindre les objectifs intermédiaires et ceux du Sommet mondial pour l'enfance pour la décennie, après avoir ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (et soumis son premier rapport aux Comité des droits des enfants) et élaboré un Plan national d'action (PNA) pour l'enfant. Cependant, la dévaluation du franc de la Communauté financière africaine en 1994 a accentué davantage les difficultés des groupes vulnérables.
2. Le taux de mortalité infantile (TMI) est passé de 120 pour 1 000 naissances vivantes en 1975 à 86 en 1988 et à 80 en 1994, et le taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) est passé de 287 pour 1 000 naissances vivantes en 1975 à 191 en 1988 et à 115 en 1994. Le paludisme est la première cause de mortalité des enfants, suivi des maladies diarrhéiques et des infections respiratoires aiguës (IRA). Il est estimé que 22 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition sévère ou modérée (25 % en milieu rural contre 15 % en milieu urbain). Le taux de mortalité maternelle (TMM) reste préoccupant, même si le chiffre de 510 pour 100 000 de l'enquête démographique de 1992 est plus bas que celui estimé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
3. L'usage de la thérapie de réhydratation par voie orale (TRO) est encore faible (18 %). Les taux de couverture vaccinale varient selon les antigènes, de 90 % pour la tuberculose à 39 % pour le vaccin antitétanos, selon les sources gouvernementales en 1995. Ces résultats largement positifs ont été obtenus grâce à un effort exceptionnel par les autorités sénégalaises, appuyées par l'UNICEF. Le SIDA prend de plus en plus d'ampleur, avec 1 541 cas déclarés jusqu'en juin 1995. Un Comité national de lutte contre le SIDA a été créé depuis 1990. Cependant, un travail très important reste à faire pour sensibiliser la population qui demeure généralement inconsciente de la gravité du problème, ce qui est davantage compliqué par une série de facteurs culturels, religieux et traditionnels qui ne facilite pas l'action nécessaire pour changer les comportements.
4. Malgré des dispositions juridiques leur accordant les mêmes droits que les hommes, les femmes souffrent encore des réticences socio-culturelles et traditionnelles. Le manque d'information et l'analphabétisme figurent parmi les problèmes les plus graves qui les affectent.
5. En 1995, en milieu urbain, les données du gouvernement montrent que 54 % (30 % en 1988) des ménages bénéficiaient d'un branchement particulier pour l'eau, 30 % (35 % en 1988) utilisaient des bornes-fontaines publiques, et 16 % (35 % en 1990) d'autres sources d'eau, souvent polluées. En milieu rural, seulement 28 % (26 % en 1990) des ménages ont accès à une eau salubre. Quant à l'hygiène et à l'environnement, le manque d'éducation et d'information d'une large partie de la population, ainsi que les anciennes habitudes rendent difficiles l'amélioration des conditions de l'hygiène et la protection de l'environnement. Inconnue il y a quelques années, la bilharziose prend de plus en plus de l'ampleur dans certains districts du fleuve Sénégal.
6. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, selon les statistiques du Ministère de l'Education est passé de 27 % en 1960, à 57 % en 1989 et à 55 % en 1995, avec un effectif de 49 % de filles. Le Gouvernement

donne une grande priorité à l'alphabétisation et à l'enseignement des langues nationales. Ainsi, à partir de 1995 quelques 1 200 "volontaires pour l'éducation" sont recrutés chaque année jusqu'en 1998, une campagne de sensibilisation pour la scolarisation des filles est entreprise, et un effort spécial est déployé pour assurer la disponibilité des salles de classes, des tables-bancs et des fournitures scolaires.

7. Le Gouvernement applique une politique de décentralisation au profit des collectivités locales à travers leurs élus locaux et une loi a récemment été adoptée pour une plus grande régionalisation de l'administration. La participation communautaire est donc de plus en plus renforcée. Cependant, parmi les principaux obstacles au succès de ces actions de décentralisation, figurent le taux élevé de l'analphabétisme des populations.

8. Principalement à cause de la pauvreté, il est estimé que 180 000 enfants, surtout des garçons, se trouvent dans des situations particulièrement difficiles : enfants travailleurs (notamment des filles domestiques), enfants de la rue et talibés (élèves coraniques) qui mendient pour survivre. Malgré l'absence de statistiques, il est estimé que les talibés représentent la catégorie la plus importante (quelques 100 000). Ces enfants sont souvent abandonnés par leurs parents qui les confient aux marabouts (maîtres religieux) qui les poussent à mendier. On constate une légère amélioration de leurs conditions depuis l'installation en 1992 d'un projet spécial à leur intention.

#### COOPÉRATION AU PROGRAMME, 1992-1996

9. Inscrit dans le contexte du PNA, le programme avait pour but de contribuer à assurer la survie, la protection, et le développement des enfants et des femmes et d'améliorer leurs conditions de vie et de bien-être.

10. Le programme Santé et nutrition a contribué à : a) amener le taux de couverture vaccinale nationale à 80 % pour tous les antigènes (malgré d'importantes difficultés dans le passé de maintenir ce niveau); b) mettre en place les stratégies de l'Initiative de Bamako dans 90 % des postes de santé; c) assurer une autonomie financière presque totale pour le fonctionnement des postes de santé; d) mettre en place au niveau de toutes les régions un système de promotion de la TRO et l'allaitement maternel basé sur l'implication des structures de développement communautaire, notamment les groupements féminins; e) permettre l'iodation du sel au niveau de 3 grands et 9 petits producteurs et assurer la distribution du sel iodé dans les zones endémiques; et f) mieux sensibiliser les populations (surtout les jeunes) sur les problèmes du SIDA.

11. Le programme Eau et assainissement contribuait à réduire l'incidence des maladies à transmission hydrique, par des technologies simples et peu coûteuses, et aidait à améliorer l'accessibilité à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et à protéger l'environnement. En zone rurale 87 points d'eau (16 forages, 37 puits et 32 réhabilitations de puits) ont été réalisés et des comités de gestion créés ou redynamisés dans chaque localité où un point d'eau est installé. Quelques 381 latrines ont été réalisées. En zone urbaine 250 branchements individuels et 25 bornes fontaines publiques ont été réalisés. Quelques 2 230 latrines et 21 édicules publics ont été réalisés et du matériel d'assainissement a été fourni aux villes pour les systèmes de collecte et de dépôt d'ordures ménagères. Il y a eu une réduction spectaculaire du nombre de cas de drancunculose entre 1991 (1 341), avant le début du projet, et fin 1995 (76). Le nombre de villages endémiques est passé de 164 en 1991 à 15. En 1994, le projet "Initiative sahélienne" a permis d'assurer la préservation du milieu dans deux communautés villageoises.

12. Le programme Education concentrait ses efforts sur la réforme d'anciens modèles d'éducation, et le développement de nouvelles méthodologies afin d'atteindre l'éducation de base pour tous. Quelques 60 écoles pilotes (avec 30 000 élèves), ont bénéficié d'un financement pour les projets d'école, les fournitures scolaires et la formation des maîtres, avec un renforcement des cellules école-milieu, les coopératives des élèves, etc. La campagne de sensibilisation pour l'éducation des filles (à laquelle le Chef de l'Etat et son épouse ont participé) a permis de faire passer les effectifs des filles inscrites au cours d'initiation de 42 % à 49 %. Dans le cadre du système alternatif, 6 classes expérimentales ont été ouvertes (avec une équité entre le nombre de filles et de garçons), où deux langues nationales (le pulaar et le wolof) sont utilisées pour l'enseignement des deux premières années.

13. Le programme Enfants en situations particulièrement difficiles cherchait à améliorer les conditions de vie et l'instruction de 5 000 talibés en milieu urbain, et 15 000 autres en milieu rural, ainsi qu'à obtenir plus de données sur les enfants en circonstances difficiles en général. Malgré des débuts difficiles à cause des aspects culturels et traditionnels, le programme a réalisé une véritable percée dans son domaine. Quelques 18 000 talibés répartis dans 60 Daaras ont bénéficié des interventions du programme. Par la mise en place de 60 comités de soutien, le programme a su développer un niveau appréciable de participation des populations à la prise en charge de ces talibés, permettant ainsi la pérennité des activités. Les efforts réalisés dans le domaine de l'information et de la mobilisation sociale se traduisent par des réactions de plus en plus positives de la population, notamment des jeunes, des femmes et des leaders religieux. Les études et recherches qui ont été menées ont permis de disposer de données fiables.

14. Le programme Plaidoyer pour la cause des enfants visait le renforcement des capacités nationales d'information et de communication. En s'appuyant sur les traditions et sur l'approche culturelle, le programme a pu mieux informer et sensibiliser les décideurs, les communicateurs, les mouvements associatifs et les enfants eux-mêmes sur la Convention relative aux droits de l'enfant. L'étude d'impact sur la connaissance de la Convention a démontré que les populations sont favorables à la défense des droits de l'enfant, même s'il reste beaucoup à faire pour parvenir à des changements de comportements durables. Il faut également souligner l'implication grandissante des groupements féminins dans l'exécution de différentes activités.

15. Le programme Planification, suivi et évaluation cherchait à installer des systèmes permettant d'améliorer la planification, le suivi et l'évaluation des programmes en faveur des enfants et des femmes. Après avoir souffert d'un manque de financement à ses débuts, le programme s'est attelé à la mise en place du système des sites sentinelles. Toutefois, une seule enquête a pu être réalisée avec ce système qui s'est avéré très lourd. Plusieurs études et évaluations ont été appuyées par le programme qui a pu également appuyer les autres programmes sectoriels en matière de planification et suivi.

#### Leçons retenues

16. Un examen à mi-parcours tenu en octobre 1994 a conclu que le programme a largement contribué à la réalisation des objectifs fixés par le Gouvernement. Les contraintes majeures suivantes ont été identifiées : a) le changement des comportements et attitudes reste lent; b) le suivi et la supervision sont encore faibles; c) la formation reste à parfaire; d) la synergie entre les programmes sectoriels reste à renforcer; et e) les différentes infrastructures (santé, eau, éducation, etc.) sont insuffisantes.

17. Les acquis suivants devraient être consolidés dans le nouveau programme : a) préserver l'ensemble des objectifs du programme précédent; b) maintenir

l'engagement politique au plus haut niveau de l'Etat; c) intensifier la participation communautaire dans toutes les étapes de la gestion des activités; d) maintenir le renforcement des capacités nationales; et e) préserver l'engagement des média et la communication interpersonnelle.

18. Il conviendrait pour le nouveau programme de : a) mieux définir, clarifier et quantifier certains objectifs dans les domaines de la mobilisation sociale, de la formation, de la supervision et du suivi des activités; b) diffuser plus largement les résultats des études et évaluations (surtout auprès des décideurs et des communautés), et les prendre en compte dans la formulation du programme; c) veiller à l'application plus effective des législations concernant l'enfant; d) renforcer la participation des organisations non gouvernementales (ONG); e) inclure les questions d'environnement comme composante du programme; f) intégrer plus systématiquement les questions relatives aux femmes; g) rationaliser davantage le choix des zones d'intervention pour une plus grande synergie; et h) développer et mettre en oeuvre un plan intégré de suivi et d'évaluation.

#### COOPÉRATION RECOMMANDÉE AU PROGRAMME, 1997-2001 a/

Masse commune de ressources : 5 080 000 dollars  
Fonds supplémentaires : 30 764 000 dollars

#### Coopération recommandée au programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<u>Masse commune des ressources</u>	<u>Fonds supplémentaires</u>	<u>Total</u>
Santé et nutrition	1 666	9 805	11 471
Eau et assainissement	815	8 714	9 529
Éducation	795	6 122	6 917
Enfant en circonstances difficiles	616	2 805	3 421
Plaidoyer	262	1 977	2 239
Planification, suivi et évaluation	421	1 341	1 762
Appui au programme	<u>505</u>	<u>-</u>	<u>505</u>
Total	<u>5 080</u>	<u>30 764</u>	<u>35 844</u>

a/ La ventilation des dépenses annuelles estimées figure au tableau 3 .

#### Buts et objectifs du programme

19. Le programme s'inspire des priorités du Gouvernement, notamment des objectifs du PNA à l'atteinte desquels il contribuera directement ou indirectement. Il est basé sur les recommandations du Sommet mondial pour l'enfance, des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et celles de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que le Programme national de lutte contre la pauvreté, et s'inscrit dans le cadre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en faveur de l'Afrique. Il sera également inscrit dans le cadre

/...

de la Note de stratégie du pays, une fois qu'elle sera finalisée. Il est conçu pour s'attaquer aux problèmes les plus fondamentaux. Par contre, certains autres problèmes (tels que le contrôle des naissances, l'onchocercose et les orphelins), ne feront pas l'objet d'interventions directes; soit ces problèmes sont suffisamment adressés par d'autres intervenants, soit les moyens disponibles ne permettent pas d'y intervenir.

20. Il faut signaler que les domaines d'intervention du programme antérieur ont été retenus avec parfois des orientations nouvelles (en particulier en faveur de la femme) et des accents mis sur certains volets. Par ailleurs, les leçons tirées et les conclusions de l'examen à mi-parcours, entre autres, ont été prises en considération. La conception du programme a fait l'objet de consultations intenses entre le Gouvernement et l'UNICEF, auxquelles étaient associés des agences des Nations Unies, des ONG et des partenaires bilatéraux. Une réunion spéciale a été convoquée pour informer et impliquer les bailleurs de fonds et les membres du Conseil d'administration représentés à Dakar dans la préparation du programme.

21. Bien que basés sur une approche sectorielle, les programmes et projets vont se renforcer mutuellement surtout par le choix des zones d'intervention et à travers des activités transversales, y compris le suivi et l'évaluation, la communication et la mobilisation sociale, le développement de la fille et de la femme.

22. Le but général du programme est de contribuer à assurer la survie, la protection, et le développement des enfants et des femmes, et à améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être. Les principaux objectifs sont, avant l'an 2001, de contribuer à : a) réduire d'un tiers les TMI et TMM5; b) réduire de moitié le TMM; c) réduire de 50 % les cas de malnutrition des enfants; d) faciliter l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement aux populations; e) réduire l'incidence des maladies à transmission hydrique; f) améliorer l'éducation de base; g) améliorer la protection des enfants (surtout ceux en situations difficiles); h) changer les comportements et attitudes néfastes; i) lutter contre la pauvreté; et j) améliorer l'état des données de la situation des enfants et des femmes.

23. Le programme sera exécuté selon les stratégies principales suivantes : a) la prestation de services, qui inclue notamment l'approvisionnement en fournitures, matériel et équipements, et l'appui logistique, notamment en équipements informatiques; b) le renforcement des capacités, afin d'adapter l'offre des services sociaux à la demande des communautés, notamment par la formation technique ou pratique, le renforcement de l'état des données sur la situation des enfants et des femmes, le renforcement des capacités en planification, suivi et évaluation des programmes et services sociaux, et de leurs capacités d'encadrement; c) l'habilitation à travers la participation effective des communautés (notamment les femmes et les jeunes) à tous les niveaux du processus de développement (planification, financement, exécution, gestion, suivi et évaluation); et d) le plaidoyer, pour informer et sensibiliser (par les médias modernes et traditionnels) les décideurs, les leaders d'opinion et les populations sur tous les aspects relatifs à la cause de l'enfant et de la femme. Un équilibre entre ces 4 principales stratégies sera toujours recherché, mais le poids de chacune d'entre elles et leur combinaison seront déterminés par les spécificités des objectifs des programmes. Le renforcement des capacités nationales et l'habilitation à travers la participation communautaire passeront lourd pour mettre l'accent sur la pérennité des acquis, et un effort sera déployé pour diminuer le poids de l'appui à la prestation des services.

24. Les stratégies complémentaires suivantes seront également utilisées : a) la couverture géographique équilibrée (nationale pour certaines interventions, dont le programme élargi de vaccination et l'éducation formelle, ou locale, dont l'eau/assainissement et l'environnement, etc.), par la sélection de "zones de concentration" en fonction de critères précis : acuité des problèmes, impact, volume, rapport coût-efficacité, rapports/synergie entre les programmes sectoriels, taux de pauvreté; b) l'appui à la décentralisation en recherchant un meilleur équilibre entre les niveaux central, intermédiaire, et périphérique; c) la synergie en recherchant une complémentarité systématique entre les interventions des différents programmes sectoriels et les interventions soutenues par les autres partenaires au développement; et d) le renforcement du partenariat.

25. Le programme de pays comprendra 6 programmes sectoriels : santé et nutrition; eau, assainissement, hygiène et environnement; éducation; enfants en situations particulièrement difficiles; plaidoyer; et planification, suivi et évaluation. Les 4 premiers programmes comprendront 3 projets chacun, le cinquième (plaidoyer) en comprendra deux et le dernier sera un programme à projet unique. Des activités de communication et de mobilisation sociale ainsi que de planification, de suivi et d'évaluation seront transversale, couvrant les 6 programmes sectoriels.

#### Santé et nutrition

26. Le programme vise l'amélioration de l'état de santé des enfants et des femmes, à travers une meilleure prise en charge des problèmes de santé par le système de santé étatique et par les communautés bénéficiaires. Il contribuera à atteindre les objectifs principaux suivants : a) réduire de 50 % la mortalité due à la diarrhée; b) réduire de 30 % les décès dus aux IRA et au paludisme; c) éliminer le tétanos néonatal et éradiquer la poliomyélite; d) réduire de 90 % la morbidité due à la rougeole; e) réduire à moins de 10 % le taux d'insuffisance pondérale à la naissance; f) réduire la transmission des maladies sexuellement transmissibles notamment du SIDA; et g) réduire la mortalité maternelle.

27. Les activités seront centrées essentiellement sur : a) le renforcement des soins de santé primaires (SSP) (y compris la TRO, etc.), qui restera la priorité du programme; b) la revitalisation du niveau de référence (hôpital de district), dans 3 districts "pilotes"; c) la mise en place d'un système de surveillance nutritionnelle à base communautaire dans les mêmes 3 districts "pilotes"; d) la protection des jeunes contre les risques dus à la sexualité précoce et non protégée (notamment dans le cadre du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le SIDA). Il s'agira essentiellement d'activités de formation du personnel de santé et communautaire, de mise en place des ressources essentielles au niveau des structures sanitaires étatiques et communautaires, des activités de suivi telles que le suivi semestriel et des activités de sensibilisation et mobilisation sociale.

#### Eau et assainissement

28. Le but du programme est d'améliorer le cadre général de vie en matière d'eau, d'assainissement, d'hygiène et d'environnement. Les objectifs principaux sont de contribuer à : a) assurer l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement à 360,000 personnes; b) améliorer les conditions d'hygiène des mêmes personnes; c) réduire de 50 % l'incidence de la bilharziose; d) prévenir la dégradation de l'environnement; et e) changer positivement les attitudes et comportements par rapport à l'eau, l'assainissement et l'environnement.



29. Les activités du programme concerneront principalement l'amélioration des conditions d'accès à l'eau et à l'assainissement notamment par : a) la formation du personnel de l'administration et des communautés; b) l'information et la mobilisation sociale dans les zones ciblées pour des changements positifs en matière d'hygiène de l'eau, de protection et de préservation de l'environnement; c) la lutte contre la bilharziose et la continuation de la lutte contre la dracunculose; d) la réalisation et/ou la réhabilitation de points d'eau, l'équipement de forages en pompes manuelles, l'extension des réseaux, des branchements particuliers des bornes fontaines (co-financés par les communautés); e) l'évacuation des ordures ménagères avec le renforcement de la logistique des municipalités; f) la réalisation de systèmes appropriés d'assainissement à usage collectif et individuel; et g) le renforcement de la filière pour la maintenance des pompes.

#### Education

30. Le but du programme Éducation est de contribuer à améliorer l'éducation de base et à l'adapter aux réalités socio-culturelles du pays. Les objectifs principaux sont de contribuer à : a) porter le taux brut de scolarisation à 75 % avec 70 % pour les filles; b) ramener le taux d'analphabétisme à 32 %; c) réduire de moitié les disparités et les inégalités en matière de scolarisation entre zones urbaines et zones rurales et les disparités intra-urbaines; d) améliorer la qualité de l'enseignement; et e) renforcer le système alternatif.

31. Les activités seront : (à l'échelle nationale) a) la formation des enseignants et encadreurs pour l'application du curriculum révisé lié à la réforme; b) l'élaboration et la production d'outils et matériels didactiques adaptés; (à l'échelle locale) c) la sensibilisation et la mobilisation des communautés; d) l'appui à la participation communautaire dans la gestion des infrastructures et équipements éducatifs; et e) la collecte et l'utilisation systématiques de données de base fiables par le biais d'enquêtes et études.

#### Enfants en circonstances difficiles

32. Le but du programme est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de développement des enfants victimes de la mendicité, de l'exploitation et de l'exclusion. Les objectifs sont de contribuer à : a) la lutte contre la mendicité de 50,000 talibés; b) l'élimination en milieu urbain du travail précoce et à risques des enfants; c) la réinsertion sociale de 10 000 enfants de la rue; d) le changement positif des attitudes et comportements des populations; et e) l'amélioration de l'état des connaissances sur les groupes cibles.

33. Les activités retenues vont porter sur : a) la mise en oeuvre de programmes d'éducation de base et de formation pratique et la dotation en matériel didactique; b) la formation des marabouts et des maîtres d'apprentissage; c) la communication de masse et interpersonnelle ainsi que la mobilisation des contributions communautaires; d) l'accès des groupes cibles aux consultations et soins de santé, à l'eau potable, à l'hygiène et aux infrastructures d'assainissement et la réhabilitation de leur cadre de vie; e) l'appui à la mise en oeuvre de projets générateurs de revenus; f) le renforcement de la planification, le suivi et l'évaluation; et g) les études pour parachever l'analyse de situation des enfants cibles.

#### Plaidoyer

34. Le but du programme Plaidoyer pour la cause des enfants et des femmes est de contribuer d'une part à l'application effective des droits de l'enfant et de

/...

la femme et d'autre part d'obtenir des changements d'attitudes et de comportements favorables à leur plein épanouissement. Les principaux objectifs sont de contribuer à : a) modifier les valeurs socio-culturelles discriminatoires; b) assurer l'égalité des genres; c) transmettre aux enfants et aux femmes les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie et leur statut social; d) amener le Gouvernement, les partenaires au développement et les communautés à accroître les allocations budgétaires consacrées aux enfants et aux femmes; et e) réduire les pratiques néfastes à la santé de la femme et de la petite fille.

35. Les activités suivantes seront menées : a) sensibilisation des décideurs, des autorités administratives et des partenaires sur la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et l'application du principe 20/20, et en informer, à partir de l'approche socio-culturelle, les femmes, les religieux, les jeunes et les autres relais; b) productions médiatiques pour les antennes communautaires, les émissions publiques, les reportages et magazines (radio, télévision, presse écrite) et les tournées du cinébus; c) événements spéciaux; d) études et recherches (enquête d'auditoire, contes et légendes, etc.); e) suivi de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et sensibilisation des décideurs et de la population sur les pratiques néfastes concernant les femmes; et f) soutien à la finalisation et à l'adoption du plan d'action national de la femme.

#### Planification, suivi et évaluation

36. Le but du programme Planification, suivi et évaluation est d'assurer que le développement des enfants et des femmes soit pris en compte dans la planification, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes du Gouvernement. Les objectifs principaux sont de contribuer à : a) la mise en oeuvre du Programme nationale de lutte contre la pauvreté; b) l'amélioration des capacités de planification, de suivi et d'évaluation; c) le renforcement de la base de données concernant les enfants et les femmes ainsi que l'analyse et la diffusion de ces données; d) l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services de base; et e) le renforcement des capacités des femmes et des jeunes pour entreprendre des activités génératrices de revenu.

37. Les activités suivantes vont être menées : a) formation des partenaires dans le domaine de la planification, du suivi et de l'évaluation; b) appui technique dans le suivi du progrès vers les objectifs de la décennie; c) la réalisation des recherches et enquêtes sur les données de bases; d) appui à l'identification des activités génératrices de revenus, à la recherche de crédits et à la formation en gestion pour les femmes et les jeunes surtout; et e) réalisations des études et évaluations pour les autres programmes sectoriels.

#### Gestion du programme

38. Le programme sera mis en oeuvre à travers les interventions des différents ministères de tutelle de chaque programme sectoriel, ainsi que l'implication de mouvements associatifs, l'appui de certaines agences des Nations Unies, d'autres bailleurs de fonds et des ONG nationales et internationales. Ainsi, une coordination sera assurée avec les autres partenaires : pour le programme santé et nutrition, avec la Banque Mondiale, l'OMS, l'Agency for International Development des Etats-Unis, les coopérations française, italienne et belge, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, et la culture (UNESCO) et l'Union Européenne; pour le programme eau et

/...

assainissement, avec la Banque Mondiale et le PNUD; pour le programme éducation, avec la Banque Mondiale, l'Agence Canadienne pour le Développement International et l'UNESCO; et pour les enfants en circonstances difficiles, avec le Bureau international du travail et le Programme alimentaire mondiale. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan assurera la coordination générale de l'ensemble du programme.

#### Suivi et évaluation

39. Grâce au programme Planification, suivi et évaluation, un plan intégré de suivi régulier de l'exécution de l'ensemble du programme sera assuré. Des évaluations seront entreprises au cours de l'exécution ou à la fin du programme. Comme dans le programme antérieur, deux ou trois réunions de suivi et de coordination seront tenues annuellement entre l'UNICEF, les partenaires du gouvernement et les autres intervenants.

#### Financement

40. Pendant la période 1994-1996, le programme de coopération entre l'UNICEF et le Sénégal a réussi à mobiliser une moyenne de 4,77 millions de dollars des États-Unis par an en fonds supplémentaires. Ce chiffre comprend un montant de 5,8 millions de dollars qui ont été reçus jusqu'au mois de mai 1996 suite à une conversion de la dette. Les perspectives de financement du nouveau programme sont bonnes, étant donnée la crédibilité des interventions actuelles. Les stratégies suivantes, entre autres, seront adoptées pour le financement du programme : a) sollicitations des bailleurs de fonds externes (Gouvernements et Comités nationaux pour l'UNICEF; b) allocations adéquates par le Gouvernement; c) collaboration avec les institutions multilatérales telles que l'Union Européenne et la Banque Mondiale; d) collectes de fonds auprès du secteur privé; e) campagnes de vente des cartes de vœux; et f) stimulation de la participation communautaire. La possibilité d'une nouvelle conversion de la dette sera aussi examinée.

41. Pour la nouvelle période de coopération, tous les programmes bénéficieront d'allocations de fonds de la masse commune des ressources et ainsi pourront démarrer dès le début. Les fonds supplémentaires permettront l'expansion, verticale et/ou horizontale, des activités. Dans le cas où seulement les fonds de la masse commune des ressources seront disponibles, la priorité sera donnée aux interventions suivantes: a) la formation; l'information et la mobilisation sociale et la participation communautaire dans tous les secteurs; b) le renforcement des SSP et la revitalisation du niveau de référence dans les districts pilotes pour le programme santé; c) la lutte contre la dracunculoze pour le programme eau; d) l'augmentation du taux de la scolarisation (surtout des filles) et le renforcement du système alternatif pour le programme éducation; e) la lutte contre la mendicité des talibés et l'accès des enfants en circonstances difficiles aux services de base et la réhabilitation de leur cadre de vie; f) le suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour le programme plaidoyer; et g) l'appui à l'identification des activités génératrices de revenu (lutte contre la pauvreté) pour le programme planification, suivi et évaluation.

Tableau 1

Données de base sur les enfants et les femmes

Sénégal (1994 et années antérieures)

Classification du pays par l'UNICEF

Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans :	115	(1994)	TMM5 : très élevé
Taux de mortalité infantile :	60	(1994)	TMI : élevé
PNB par habitant :	610 dollars	(1994)	PNB : faible
Population totale :	8,1 millions	(1994)	

INDICATEURS CLEFS (SURVIE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT)		1970	1980	1990	1994
Naissances	(milliers)	205	268	324	344
Mortalité infantile (avant 1 an)	(milliers)	33	36	24	21
Mortalité des enfants de moins de 5 ans	(milliers)	57	59	45	40
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)		278	221	140	115
Taux de mortalité infantile (avant 1 an) (pour 1 000 naissances vivantes)		163	133	75	60
		Vers 1980		Données les plus récentes	
Malnutrition des enfants de moins de 5 ans (pourcentage rapport poids/âge, 1986/1993)	Modérée et grave	22*		20	
Nourrissons dont le poids à la naissance est insuffisant (pourcentage, 1980)	Grave	6*		5	
Enfants terminant leurs études primaires (pourcentage, 1980/1989)		11		..	
		86		88	
INDICATEURS DE NUTRITION		Vers 1980		Données les plus récentes	
Taux d'allaitement au sein exclusif (moins de 4 mois) (pourcentage, 1993)		..		7	
Taux d'alimentation complémentaire en temps opportun (6 à 9 mois) (pourcentage, 1993)		..		41	
Taux d'allaitement au sein continu (20-23 mois) (pourcentage, 1993)		..		48	
Prévalence de dénutrition (0-59 mois) (pourcentage, 1986/1993)		6*		9	
Prévalence de rachitisme (0-59 mois) (pourcentage, 1986/1993)		23*		22	
Apport calorique quotidien par habitant (en pourcentage des besoins, 1979-1981/1988-1990)		101		98	
Taux total du goitre (est.)		..		12	
Dépenses par ménage (pourcentage du revenu total, 1980 ou 1985)	Tous aliments/céréales	..../..		49/15	
INDICATEURS DE SANTÉ		Vers 1980		Données les plus récentes	
Usage de sels de réhydratation (pourcentage, 1993)		..		18	
Accès aux services de santé (pourcentage de la population, 1985)	Total	40		..	
	Milieu urbain/milieu rural	..../..		..../..	
Accès à l'eau salubre (pourcentage de la population, 1985/1993)	Total	53		52	
	Milieu urbain/milieu rural	84/25		85/28	
Accès à des conditions d'hygiène suffisantes (pourcentage de la population, 1988/1993)	Total	53		58	
	Milieu urbain/milieu rural	86/36		83/40	
Accouchements avec l'assistance d'agents sanitaires qualifiés (pourcentage, 1986-1992)		41		46	
Taux de mortalité lié à la maternité (pour 100 000 naissances vivantes, 1990)		..		1 200	
Immunisation		1981	1985	1990	1994
Enfants de 1 an (pourcentage) vaccinés contre : tuberculose		..	32	92	71
	diphtérie/coqueluche/tétanos	..	54	60	55
	poliomyélite	..	54	66	55
	rougeole	..	40	59	49
Femmes enceintes (pourcentage) vaccinées contre le tétanos		..	8	..	32

/...

INDICATEURS D'ÉDUCATION		Vers 1980		Données les plus récentes		
Taux d'inscription, enseignement primaire (brut/net) (pourcentage, 1980/1992)	Total	46/37		58/..		
	Garçons	55/44		67/..		
	Filles	37/30		50/..		
Taux d'inscription, enseignement secondaire (brut/net) (pourcentage, 1980/1992)	Total	11/..		16/..		
	Garçons	15/..		21/..		
	Filles	7/..		11/..		
Taux d'alphabétisation des adultes (plus de 15 ans) (pourcentage, 1980/1995)	Total	22		33		
Récepteurs de radio et téléviseurs (pour 1 000 habitants, 1980/1993)	Hommes/femmes	31/12		43/23		
		65/1		116/37		
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES		1970	1980	1990	1994	2000
Population totale	(milliers)	4 158	5 538	7 327	8 102	9 495
Moins de 16 ans	(milliers)	1 946	2 631	3 495	3 812	4 357
Moins de 5 ans	(milliers)	756	1 043	1 321	1 416	1 597
Population urbaine (pourcentage du total)		33,4	35,9	39,8	41,6	45,1
Espérance de vie à la naissance (en années)	Total	39	44	48	50	52
	Hommes	38	43	47	49	51
	Femmes	40	45	49	51	53
Taux brut de fécondité		7,0	6,9	6,3	5,9	5,4
Taux brut de natalité (pour 1 000 habitants)		49	48	44	43	40
Taux brut de mortalité (pour 1 000 habitants)		25	21	17	16	14
		Vers 1980		Données les plus récentes		
Taux d'utilisation de contraceptifs (pourcentage, 1986/1993)		5		7		
Taux annuel d'accroissement de la population (pourcentage, 1965-1980/1980-1994)	Total	2,8		2,7		
	Zones urbaines	3,4		3,8		
INDICATEURS ÉCONOMIQUES		Vers 1980		Données les plus récentes		
Taux de croissance annuelle du PNB par habitant (pourcentage, 1973-1985/1985-1994)		-0,8		-0,5		
Taux d'inflation (pourcentage, 1980-1985/1985-1994)		10		3		
Pourcentage de la population vivant dans la misère (pourcentage)	Milieu urbain/ milieu rural	../..		../..		
Part du revenu total allant à la couche supérieure (20 %) et à la couche inférieure (40 %) de la population (pourcentage)		../..		59/11		
Dépenses publiques (pourcentage du total, 1984)	Santé/éducation	4/15		../..		
	Défense	9		..		
Dépenses des ménages (pourcentage du revenu total, 1980 ou 1985)	Santé/éducation	../..		2/3		
Aide publique au développement (1980/1994)	En millions de dollars É.-U.	262		644		
	En pourcentage du PNB	11		13		
Service de la dette (en pourcentage des exportations de biens et services, 1980/1993)		24		5		

\* Enfants âgés de 6 à 36 mois.

Tableau 2

Dépenses au cours de la période de coopération précédente, 1992-1996<sup>a</sup>

Pays : Sénégal

Date d'approbation du dernier engagement par le Conseil : 1995

Masse commune des ressources : 11 872 979 dollars

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme par secteur/domaine	Fournitures et matériel (montant effectif)		Subventions à la formation (montant effectif)		Personnel des projets (montant effectif)		Autres montants en espèces (montant effectif)		Total			
									MC		FS	
	MC <sup>b</sup>	FFS	MC <sup>b</sup>	FFS	MC <sup>b</sup>	FFS	MC <sup>b</sup>	FFS	Montant effectif <sup>a</sup>	Montant prévu <sup>d</sup>	Montant effectif	Montant prévu <sup>d</sup>
Santé et nutrition	2 841	2 529	316	297	531	1 097	836	928	4 524	3 643	4 851	9 801
Approvisionnement en eau et assainissement	726	790	51	24	76	113	488	1 018	1 341	2 296	1 945	8 567
Éducation	408	672	598	505	43	143	608	1 938	1 657	2 003	3 258	7 544
Organisation et développement communautaires	2	423	0	52	-26	131	0	650	-24	0	1 256	0
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles	444	300	9	4	0	107	248	107	701	1 196	518	2 100
Mobilisation sociale et plaidoyer	145	141	9	13	0	108	249	171	403	496	433	700
Planification et statistiques sociales	63	143	8	39	387	61	54	88	512	762	331	999
Appui au programme	334	0	0	0	331	0	288	0	953	1 477	0	626
Tarification au coût réel	0	0	0	0	0	0	0	175	0	0	175	0
Ajustements du cycle précédent	0	0	0	0	0	0	0	-3	0	0	-3	0
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 963</b>	<b>4 998</b>	<b>991</b>	<b>934</b>	<b>1 342</b>	<b>1 760</b>	<b>2 771</b>	<b>5 072</b>	<b>10 067</b>	<b>11 873</b>	<b>12 764</b>	<b>30 337</b>
												<b>22 831</b>
												<b>42 210</b>

MC = Masse commune des ressources.

FFS = Financement au moyen de fonds supplémentaires.

FS = Fonds supplémentaires financés et non financés.

<sup>a</sup> Dépenses effectives, y compris les dépenses comptabilisées au 31 décembre 1995.<sup>b</sup> Dépenses effectives au titre de la masse commune des ressources, y compris les dépenses effectuées au moyen des fonds d'action générale.<sup>c</sup> Y compris le prélèvement supplémentaire sur la masse commune des ressources d'un montant de 3 072 979 dollars (E/ICEF/1995/P/L.32).<sup>d</sup> Y compris un financement hors programme d'un montant de 2 037 000 dollars (E/ICEF/1994/P/L.35) et un autre financement d'un montant de 3 500 000 dollars (E/ICEF/1995/P/L.32).

Tableau 3

## Prévisions de dépenses annuelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays : Sénégal		1997	1998	1999	2000	2001	Total
Période : 1997-2001							
Santé et nutrition	MC	330	343	335	331	327	1 666
	FFS	221					221
	NFS	2 148	2 165	1 834	1 862	1 796	9 805
	Total	2 699	2 508	2 169	2 193	2 123	11 692
Approvisionnement en eau et assainissement	MC	183	154	164	148	166	815
	FSS	280					280
	NFS	1 514	1 800	1 800	1 800	1 800	8 714
	Total	1 977	1 954	1 964	1 948	1 966	9 809
Éducation	MC	125	160	170	170	170	795
	FFS	300					300
	NFS	1 200	1 200	1 200	1 222	1 300	6 122
	Total	1 625	1 360	1 370	1 392	1 470	7 217
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles	MC	130	130	114	130	112	616
	FFS	195					195
	NFS	500	600	600	600	505	2 805
	Total	825	730	714	730	617	3 616
Activités de plaidoyer	MC	82	45	45	45	45	262
	FFS	103					103
	NFS	377	400	400	400	400	1 977
	Total	562	445	445	445	445	2 342
Planification, suivi et évaluation	MC	137	71	71	71	71	421
	FFS	137					137
	NFS	141	300	300	300	300	1 341
	Total	415	371	371	371	371	1 899
Appui au programme	MC	93	97	101	105	109	505
	FFS						
	NFS						
	Total	93	97	101	105	109	505
TOTAL	MC	1 080	1 000	1 000	1 000	1 000	5 080
	FSD	1 236					1 236
	NFS	5 880	6 465	6 134	6 184	6 101	30 764
	Total	8 196	7 465	7 134	7 184	7 101	37 080

MC = Masse commune des ressources.

FFS = Financement au moyen de fonds supplémentaires.

NFS = Nouveaux fonds supplémentaire.

Tableau 4

Liens entre le budget du programme et les dépenses de personnel

PAYS : SÉNÉGAL  
PROGRAMME : 1997-2001

Programme par secteur/domaine et source de financement	BUDGET DU PROGRAMME (En milliers de dollars E.-U.)				POSTES*								DÉPENSES DE PERSONNEL <sup>b</sup> (En milliers de dollars E.-U.)		
	MC	FFS	NFS	Total	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	ASG	Total	Personnel local
<b>MASSE COMMUNE DES RESSOURCES</b>															
Santé et nutrition	1 666			1 666	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	378,4
Approvisionnement en eau et assainissement	815			815	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	272,6
Éducation	795			795	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	198,7
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles	616			616	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Activités de plaidoyer	262			262	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38,6
Planification, suivi et évaluation	421			421	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	108,5
Appui au programme	505			505	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	243,2
<b>Total, MC</b>	<b>5 080</b>			<b>5 080</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>1 431,6</b>
<b>FONDS SUPPLÉMENTAIRES</b>															
Santé et nutrition		221	9 805	10 026	0	0	0	1	0	0	1	2	2	5	501,0
Approvisionnement en eau et assainissement		280	8 714	8 994	0	0	0	0	0	0	0	1	5	6	574,7
Éducation		300	6 122	6 422	0	0	0	0	1	0	1	0	4	5	449,0
Enfants vivant dans des conditions particulièrement difficiles		195	2 805	3 000	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	283,4
Activités de plaidoyer		103	1 977	2 080	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	375,0
Planification, suivi et évaluation		137	1 341	1 478	0	0	0	0	1	0	1	1	1	3	283,7
Appui au programme		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
<b>Total, FS</b>		<b>1 236</b>	<b>30 764</b>	<b>32 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>2 466,8</b>
<b>Total, MC et FS</b>	<b>5 080</b>	<b>1 236</b>	<b>30 764</b>	<b>37 080</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>17</b>	<b>30</b>	<b>3 898,4</b>
<b>BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION ET DES SERVICES D'APUI AU PROGRAMME</b>				<b>2 586,4</b>											
Effectifs					0	1	1	1	0	0	3	2	9	14	2 579,0
<b>TOTAL GÉNÉRAL (MC + FS + ADM)</b>					0	1	1	2	2	0	6	12	26	44	4 985,8
															6 302,7
															11 288,5

Nombre de postes et dépenses de personnel :  
 — Cycle de programmation actuel  
 — À la fin du cycle de programmation proposé (à titre indicatif seulement)

MC : masse commune des ressources.  
 FS : fonds supplémentaires.  
 NFS : financement au moyen de fonds supplémentaires.  
 NFS : nouveaux fonds supplémentaires.  
 AI : administrateur recruté sur le plan international.  
 AN : administrateur recruté sur le plan national.  
 ASG : agent des services généraux.  
 ADM : administration.

\* Chaque poste, indépendamment de sa source de financement, relève de l'ensemble du programme de pays.

<sup>b</sup> Non compris le coût du personnel temporaire et le paiement des heures supplémentaires; y compris le coût des Volontaires des Nations Unies.